



# LU POUR VOUS

VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE CONDITIONS DE TRAVAIL

## Les syndicats dénoncent la vétusté et l'insécurité du commissariat caladois

Depuis 2007, le commissariat caladois est dans l'œil du cyclone. Ce bâtiment, qui date de 1986, est vieillissant et peu approprié pour les 95 fonctionnaires qui y travaillent.

Vendredi 8 avril, les membres du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) de la Police du Rhône se réuniront en Préfecture, avec à l'ordre du jour : l'insalubrité manifeste du commissariat de Villefranche-sur-Saône. « Faux plafonds menaçant de s'effondrer, câbles électriques apparents, électricité plus ou moins aux normes, carrelages cassés dans les escaliers conduisant aux vestiaires, manque d'éclairage, douches et toilettes (mixtes pour 95 fonctionnaires, N.D.L.R.) insalubres, pièces exigües qui servent à la fois de vestiaires, de petite salle de restauration et pour l'accueil des victimes par la coordonnatrice sociale, absence de confidentialité lors d'un dépôt de plainte, ou encore une entrée unique pour le public et les gardés à vue » : la liste des



■ Erdinc Altinkaynak (secrétaire zonal/zone Sud-Est Alliance SNAPATSI) et Alain Barberis (Alliance Police Nationale). Photo Christelle LALANNE

griefs relevés par le syndicat de police Alliance est longue, les photos prises au commissariat, début mars, éloquentes.

« La dignité humaine n'est pas respectée »

Déjà en 2007, Michèle Alliot-Marie, alors ministre de l'Intérieur évoquait la nécessité de « reloger Villefranche ». En 2009, une enquête diligentée par le Contrôleur général des lieux de privation

de liberté et réalisée dans les locaux caladois faisait état de nombreux dysfonctionnements (lire par ailleurs). Mais sept ans plus tard, « rien n'a bougé ou presque », déclarent d'une même voix, Erdinc Altinkaynak (secrétaire zonal/zone Sud-Est Alliance SNAPATSI) et Alain Barberis (Alliance PN), tous deux également élus au CHSCT. Pour eux, « c'est la dignité humaine qui n'est pas respectée et la sécurité des personnels et public qui n'est pas assu-

rée ». Surtout « le travail de fonctionnaire de police est déjà très difficile, nous sommes en état d'urgence, confrontés au quotidien aux risques psychosociaux et n'avons absolument aucune reconnaissance de l'administration. Autant vous dire que le moral des troupes est au plus bas » souligne Erdinc Altinkaynak. Ces troupes caladoises justement, « elles sont résignées » insiste Alain Barberis. Car si de temps en temps, l'un ou

l'autre inscrit sur le registre d'hygiène et de sécurité ses desiderata, « ce n'est pas suivi par la hiérarchie » (lire ci-dessous).

### L'espoir de nouveaux locaux

Les syndicalistes fondent donc beaucoup d'espoir sur cette commission du CHSCT pour faire changer les choses. Et à toutes fins utiles, n'hésiteront pas à interpeller l'ensemble des pouvoirs publics. Le député-maire, Bernard Perrut, en première ligne, car : « si c'est acté et que Villefranche devient la capitale du Nouveau Rhône, la Police Nationale ne serait pas représentée de très belle manière ». Ils espèrent que le maire de Villefranche pourra leur venir en aide pour trouver de nouveaux locaux qui puissent accueillir un nouveau commissariat. « Les petits travaux réalisés de temps en temps ne sont que des pansements. Ce qu'il faut c'est démanteler et permettre ainsi à nos collègues de travailler dans de bonnes conditions et au public d'être accueilli dans un lieu sécurisé », concluent les deux hommes.

Christelle Lalanne

« Il faut rester réaliste quant à ce qu'il est possible de faire »

« La vétusté et le manque de maintenance immobilière dans l'ensemble des commissariats de France sont liés à des problématiques budgétaires ». Et comme ses homologues, le commissaire Bertrand Pic, qui dirige depuis 2012 l'établissement caladois et ses 95 fonctionnaires, ne peut que déplorer lui aussi cette vétusté. Mais « comme j'en dispose pas de budget, je n'ai que peu de marge de manœuvre » indique-t-il. Néanmoins, « lorsqu'on nous signale un dysfonctionnement, sur le registre d'hygiène et sécurité, ou par un autre moyen, il est immédiatement relayé à la Direction départementale qui se montre toujours très réactive ». La budgétisation des plans de maintenance pour l'ensemble des commissariats s'effectue, en effet, au niveau du SGAMI (Secrétariat général de l'administration du ministère de l'Intérieur) qui dépend des Préfectures de région. En 2013, tient à souligner le commissaire, le SGAMI avait d'ailleurs finan-



■ Commissaire Bertrand Pic. Photo d'archive Xavier ALLDIDY

cé à hauteur de 100 000 € la réfection des façades et l'étanchéité du toit terrasse du commissariat caladois. En 2014, les cellules de garde à vue avaient subi un bon nettoyage avant d'être repeintes. Fin 2014/2015, le système de surveillance de la porte d'entrée du commissariat avait été entièrement refait et courant 2016, un système de vidéo protection ou de visiophonie de-

vrait aussi être installé en complément. L'ascenseur est désormais aux normes et « de gros efforts ont été réalisés en matière de recrutement et de matériel pour les brigades anticriminalité », souligne le commissaire. Concernant la mise en danger potentielle des fonctionnaires et du public, évoquée par les syndicats (lire ci-dessus), « chaque année nous organisons en collaboration avec les pompiers un exercice d'évacuation. Et en cas d'incendie ou encore d'attaque, nous avons un plan de défense qui prévoit un certain nombre de procédures », indique le commissaire. Enfin, et c'est d'après lui la demande la plus pressante : « Nous sommes en attente d'une réunion de travail pour la rénovation totale de l'accueil du public ». Et si, le commissaire Pic préférerait sans doute lui aussi travailler dans des locaux flambant neufs : « il faut rester réaliste quant à ce qu'il est possible de faire ».

C.L.

### CONCLUSIONS 2009

Quelques extraits du rapport de la visite menée les 6 et 7 avril 2009 - **Manque de confidentialité** « Il est regrettable qu'il n'y ait qu'un seul accès au commissariat pour déposer les personnes interpellées. En outre, dans le hall d'entrée, elles peuvent croiser des plaignants ou des convoqués. » - **Odeurs nauséabondes** « Les cuvettes des toilettes des geôles de dégrisement sont dans un état de saleté inacceptable et dégagent une odeur fortement nauséabonde en raison de l'irrégularité de leur nettoyage. » - **Surveillance** « Les personnes retenues dans les locaux de police sont sous la responsabilité de cette dernière qui est garante de leur intégrité physique. À cet égard, la surveillance des locaux de sûreté laisse à désirer : il n'y a pas de surveillance de visu continue et, ni les cellules, ni les geôles, ne sont équipées de bouton d'appel d'urgence ou d'interphone. »



# ALLIANCE Police Nationale

## 1er SYNDICAT DE POLICIERS !

### MAJORITAIRE

Bureau Régional Sud-Est – Lyon le 05 avril 2016